

NON à la « loi Besson » et à la xénophobie !

Communiqué commun

Le 3 mars 2011

Les organisations soussignées qui, réunies dans le Collectif « Non à la xénophobie et à la politique du pilori », ont mobilisé le 4 septembre 2010 plus de cent cinquante mille citoyennes et citoyens, appellent à des rassemblements dans toute la France mercredi 9 mars (à Paris, à 18h30, place Edouard-Herriot, à côté de l'Assemblée nationale) contre la « loi Besson », qui traduit en actes l'orientation xénophobe du « discours de Grenoble ».

Le nouveau cas de déchéance de nationalité discriminant les Français d'origine étrangère, le déni de droit d'asile par la création de « zones d'attente fictive », l'allongement de la durée de rétention et les entraves au contrôle du juge, la mesure de bannissement sous la forme d'une « interdiction de retour », la chasse aux Roms et aux étrangers malades, la mise en place d'un internement administratif de très longue durée de « présumés terroristes » aggravent la politique de la peur et du rejet, qui fait des étrangers des boucs émissaires alors qu'ils vivent ici, travaillent ici et partagent notre vie de tous les jours.

Nous soutenons pour cette raison le mouvement des travailleuses et travailleurs sans papiers en grève pour leur régularisation, et demandons que les gouvernants respectent les textes et les engagements pris.

Nous appelons l'ensemble des forces démocratiques à exiger qu'au lieu de faire des étrangers les cibles d'une politique discriminatoire, les gouvernants actuels, qui n'ont que trop coopéré avec les despotes dans la chasse aux migrants, répondent enfin à l'urgence de solidarité internationale avec les peuples libérés sur l'autre rive de la Méditerranée.

Ce monde n'a pas besoin que des lois renforcent les peurs et les haines xénophobes, il a besoin que des politiques ouvertes sur l'avenir fassent triompher les valeurs universelles qui doivent être celles de la République : celles de la démocratie, de l'égalité en droits et en dignité des êtres humains, de la liberté pour tous les peuples.

54 organisations signataires :

AC !, Acort, Actit, ADDE, Les Alternatifs, Asdhom, Arac, ATF, ATMF, Attac, CGT, Cimade, Collectif l'égalité d'abord, Collectif La journée sans immigrés : 24h, Comede, Cran, Crid, Dal, Droit solidarité, Emmaüs France, Emmaüs international, Euromarches, Europe Ecologie, Fase, Fasti, Fédération Sud éducation, Fédération générale des PEP (FG PEP), Fondation Copernic, France terre d'asile, FSU, FTCT, Gauche cactus, Gauche unitaire, Gisti, Ligue des droits de l'Homme, Mrap, Mouvement de la paix, Parti de Gauche, Parti socialiste, PCF, PCOF, République et Socialisme, RESF, Sos racisme, Organisation Femmes égalité, SAF, SNESUP-FSU, SNJ-CGT, Syndicat de la magistrature, Ufal, Unef, Union juive française pour la paix, Union syndicale Solidaires, USP.